

Werner Bauer, membre du directoire de la SSMI

Médecins de famille Suisse – nous avons besoin de vous!



Ce titre à double sens est pertinent des deux côtés: «nous» (les médecins de famille suisses) avons besoin de l'Association des médecins de famille et de l'enfance Suisse, et «nous» (les patients) avons besoin des médecins de famille.

Il est grand temps que la nouvelle association faîtière de tous les médecins de famille de Suisse défende notre belle et importante profession de manière efficace.

En effet, même si les politiciens, les autorités, les assureurs et les journalistes ne cessent de répéter à l'unisson l'importance des médecins de famille pour le bon fonctionnement du système de santé, les faits n'en montrent pas moins que les conditions matérielles se dégradent, que les contraintes administratives augmentent et qu'il faut endosser des responsabilités toujours plus lourdes alors que l'appui et le soutien concrets sont encore très timides. Par ailleurs, ces derniers temps, les médecins de famille ont eu l'impression que le Conseiller fédéral Couchepin et son équipe avaient découvert dans cette discipline la cible idéale pour leurs salves de réglementation et de réduction des coûts: décomptes séparés, contrôles radiographiques à plein régime, sape du laboratoire au cabinet médical, et depuis peu, tentative de supprimer la propharmacie.

Lors d'une interview, le directeur sortant du DFI a fait la déclaration suivante sur l'interdiction de la dispensation directe des médicaments. Elle en dit long sur son état d'esprit:

Question: Ces mesures vont créer un manque à gagner pour les médecins. Ne faudrait-il pas le compenser?

Réponse: Pourquoi donc? Il est possible qu'alors les médecins fassent moins de recettes. L'objectif du système de santé n'est pas d'améliorer le revenu de certains groupes professionnels, mais de garantir la santé de la population à un coût aussi bas que possible. Il ne nous reste qu'à espérer que les nouveaux responsables du DFI

et de l'OFSP ne soient plus sourds à la nouvelle voix forte et unie de tous les médecins généralistes, médecins internistes et pédiatres, qu'ils cessent d'annoncer des mesures d'économie illusoires et de court terme, et qu'ils collaborent avec les médecins de famille dans un esprit constructif, afin d'assurer l'avenir des soins de base sans mettre en péril le maintien de la qualité.

Il est clair que les médecins de famille ont désespérément besoin de leur propre association professionnelle pour défendre leurs intérêts. Et il ne fait aucun doute que la population doit pouvoir s'appuyer sur des médecins de famille compétents.

Certes, le lien reliant le patient au médecin de famille n'est plus aussi serré qu'autrefois et la fréquence du recours direct au spécialiste (en espérant que ce soit le bon) est en augmentation. Néanmoins, un très grand nombre de patients souhaitent toujours pouvoir consulter un médecin de confiance, un généraliste ayant une vue d'ensemble sur l'offre du système de santé, bref, un médecin de famille compétent et capable de diagnostiquer un problème de santé, de l'évaluer et de le traiter, avec ou sans recours à un spécialiste. Pour autant qu'il ne soit pas uniquement conçu comme instrument de promotion ou comme outil de contrôle des médecins par les caisses maladies, le modèle du médecin de famille peut assurément fournir un service de soins efficace lorsqu'il est bien organisé, tout en ménageant les ressources du système de santé.

La population accorde une grande importance aux médecins de famille. J'en veux pour preuve le soutien sans réserve que je rencontre lors de ma récolte de signatures en faveur de notre initiative constitutionnelle «Oui à la médecine de famille».

Alors allons-y, l'effort en vaut la peine. En dépassant largement les cent mille signatures requises, nous lancerons un signal bien audible aux politiciens et aux autres décideurs du système de santé: la population considère que son système de soins de base fonctionne bien et elle ne veut pas s'en laisser déposséder.